



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante-cinquième session
23-29 avril 2009
Bangkok

**FAIRE FACE AUX MENACES POUR LE DÉVELOPPEMENT : PRINCIPAUX
ENJEUX POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
INCLUSIF ET DURABLE DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE :
FAIRE FACE À LA CRISE FINANCIÈRE ET AUX AUTRES MENACES
CONVERGENTES POSÉES AU DÉVELOPPEMENT : VERS UN SYSTÈME
FINANCIER STABLE ET PROPICE AU DÉVELOPPEMENT**

(Point 9 a) de l'ordre du jour provisoire)

**ANALYSE DE L'IMPACT RÉGIONAL ET POLITIQUES ADOPTÉES
POUR FAIRE FACE À LA CRISE : MISE À JOUR**

Note du secrétariat

Additif

Introduction

1. Le présent document est publié au titre du point 9 a) de l'ordre du jour provisoire : Faire face aux menaces pour le développement : principaux enjeux pour un développement économique et social inclusif et durable dans la région Asie-Pacifique, en tant qu'additif au document E/ESCAP/65/30. Étant donné le caractère évolutif rapide de la crise financière, cet additif a pour objet de fournir aux membres et membres associés de la Commission une analyse régionale actualisée sur l'impact de la crise économique, les politiques adoptées pour y faire face et l'action du secrétariat. Cette mise à jour porte sur la période allant du 15 janvier au 5 avril 2009.

**I. IMPACT DE LA CRISE SUR LA RÉGION DE
L'ASIE ET DU PACIFIQUE**

2. La crise est passée rapidement de la première étape (crise financière partie des pays développés et contagion limitée en Asie et dans le Pacifique) à la deuxième étape (« grande récession » dans les pays développés et contagion inévitable en Asie et dans le Pacifique).

3. La deuxième étape se caractérise par l'effondrement des exportations dont les taux de croissance qui étaient à deux chiffres depuis 10 ans tombent au-dessous de la barre des 10 % (tableau 1), en raison du recul de la demande intérieure et de l'accroissement du chômage.

4. Si la région a jusqu'à présent fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation aux crises, après avoir procédé à de vastes réformes à la suite de sa propre crise financière en 1997, les vulnérabilités du secteur bancaire restent dans la ligne de mire : en effet, un approfondissement de la crise dans le secteur manufacturier imposerait de fortes contraintes au secteur financier, notamment par la multiplication des prêts improductifs.

5. Plus inquiétante encore est la chute accélérée des importations qui a atteint, en Chine, par exemple, 43,1% en moyenne annuelle au mois de janvier 2009. Étant donné l'intégration régionale de la production en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est, la baisse des importations annonce le début d'une crise industrielle avec des taux d'exportations qui devraient demeurer négatifs pendant encore quelque temps.

Tableau 1. Résultats des exportations de certaines économies en développement de la CESAP

(Valeur des exportations : évolution d'une année sur l'autre en pourcentage)

	2008			2009		
	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	Mars
Chine	19,1	-2,2	-2,8	-17,5	-25,7	--
Hong Kong (Chine)	9,4	-5	-10,8	-21,3	-23	--
Inde	-12,1	-9,9	-1,1	-15,9	-21,7	--
Japon	-6,4	-15,8	-20	-35,3	-41,4	--
Malaisie	-6,7	-11	-20,1	-33,9	-25,5	--
Philippines	-14,8	-11,4	-40,3	-40,6	--	--
Province chinoise de Taiwan	-8,3	-23,3	-41,9	-44,1	-28,6	-35,7
République de Corée	7,8	-19,5	-17,9	-34,2	-18,3	-21,2
Singapour	-5	-15,4	-22	-40,2	-29,1	--
Thaïlande	5,2	-18,6	-12,5	-26,5	-11,3	--

Source: Base de données CEIC

Note: Calculs effectués à partir des montants libellés en dollars des États-Unis.

6. Malgré les mesures anticycliques agressives à caractère budgétaire et monétaire adoptées à travers le monde, les perspectives économiques de la planète se sont encore assombries au cours des trois derniers mois de sorte que la solution qui avait permis d'amortir la crise économique de 1998, à savoir la stimulation des exportations vers les pays développés, a perdu toute son efficacité d'alors. Même les échanges commerciaux interrégionaux n'ont permis d'en atténuer les effets que de manière limitée car plus de 80 % de ces échanges portent sur les pièces détachées et les composants qui sont eux-mêmes tributaires de la demande de produits de consommation finaux dans les pays développés frappés par la récession. Les économies dont les entreprises sont les plus directement reliées entre elles par les réseaux de production intégrés verticalement et qui approvisionnent les marchés américain et européen, comme la Chine, Hong Kong (Chine), la Malaisie, la République de Corée, Singapour et la Thaïlande sont celles dont la croissance économique subit les plus fortes pressions à la baisse.

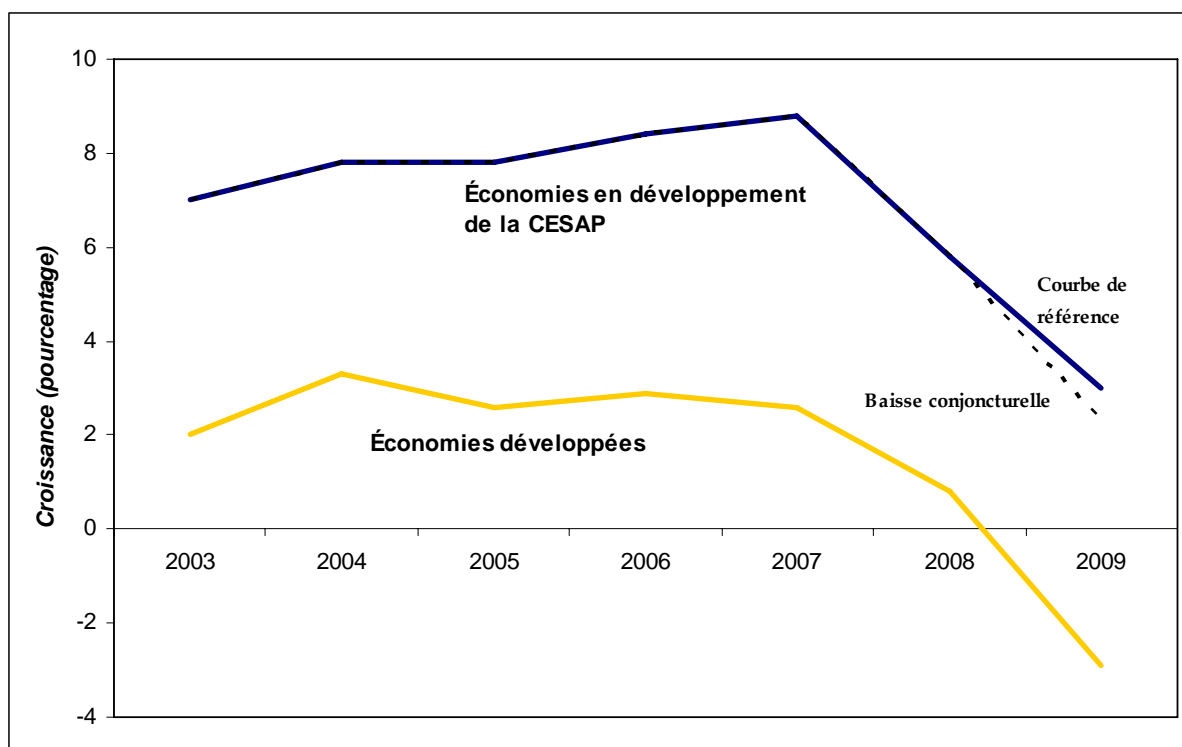
7. À mesure que la crise progresse, on estime que le nombre de chômeurs en Asie et dans le Pacifique pourrait atteindre 23 millions en 2009. La croissance du chômage, en particulier dans le secteur manufacturier, affectera de manière

disproportionnée les couches les plus vulnérables de population et les pays les moins avancés de la région.

8. Un signe particulièrement inquiétant dans le secteur commercial est la tendance croissante au protectionnisme dans les pays en récession où, par exemple, un traitement préférentiel favorisant l'approvisionnement en intrants auprès d'entreprises nationales au détriment de produits importés -en imposant par exemple des conditions pour pouvoir bénéficier d'un plan de sauvetage ou en accordant des subventions supplémentaires, comme celles qui sont accordées aux entreprises agricoles des pays développés pour compenser la baisse leurs revenus- risquerait de fausser les conditions d'entrée des exportations des pays de la région Asie-Pacifique sur les marchés extérieurs.

9. La croissance se ressentira fortement de cette situation dans toute la région. On prévoit que les économies en développement enregistreront un taux de croissance de 3 % en 2009 contre 5,8 % en 2008 avec des risques non négligeables de baisse conjoncturelle (figure 1). Il y aura également des disparités considérables dans les résultats entre les sous-régions. Les économies relativement capables de s'adapter à la crise devraient être a) celles où la part de la demande intérieure est plus importante que celle des exportations et b) celles qui disposent d'une marge de manœuvre importante leur permettant d'adopter des mesures de relance budgétaires et monétaires.

Figure 1. Croissance du PIB réel de quelques économies en développement et économies développées de la CESAP (2003-2009)

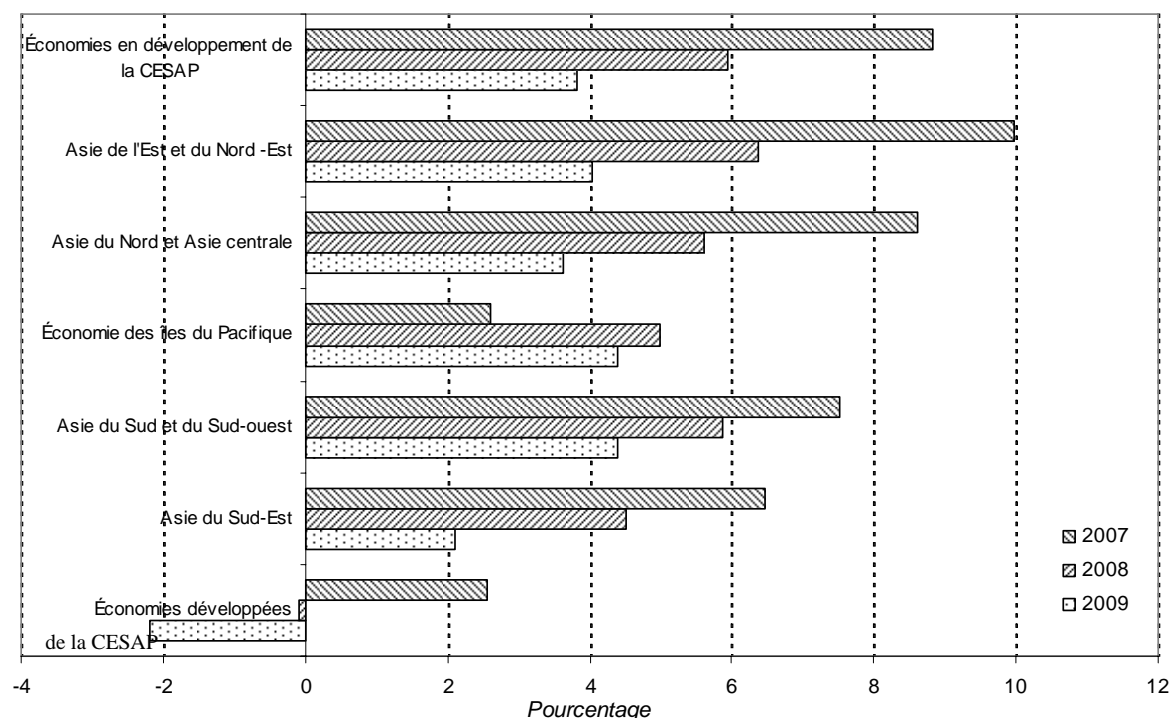


Sources : Calculs effectués sur la base de données provenant de sources nationales; Fonds monétaire international, *International Financial Statistics CD-ROM* (Washington, D.C., novembre 2008); Banque asiatique de développement, *Key Indicators for Asia and the Pacific 2008* (Manille, 2008); données provenant du Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants et obtenues sur le site www.cisstat.com, le 3 février 2009; et estimations et prévisions de la CESAP. Les chiffres concernant les économies développées proviennent de la base de données de la Banque mondiale *World Development Indicators* et *Global Economic Prospects 2009, Forecast Update* (30 mars 2009).

Note : Les taux de croissance du PIB pour 2008 et 2009 sont respectivement des montants estimatifs et des prévisions; les économies développées sont ici les économies à haut revenu.

10. Pour toutes ces raisons, la Chine et l'Inde figurent parmi les pays où la croissance économique devrait s'ancrer en 2009 même si le rythme de cette croissance doit être beaucoup plus lent qu'en 2008. De toutes les sous-régions en développement, c'est l'Asie du Sud-Est qui devrait connaître la croissance la plus lente et voir celle-ci chuter jusqu'à -0.7% en 2009. Les prévisions de croissance pour l'Asie de l'Est et l'Asie du Nord-Est ont également été révisées à la baisse (3,3 % en 2009) (figure 2).

Figure 2. Taux de croissance économique de quelques économies en développement et économies développées de la CESAP (2007-2009)



Sources : Calculs effectués sur la base de données provenant de sources nationales; Fonds monétaire international, *International Financial Statistics CD-ROM* (Washington, D.C., novembre 2008); Banque asiatique de développement, *Key Indicators for Asia and the Pacific 2008* (Manille, 2008); Economic Intelligence Unit, *Country Reports and Country Forecasts*, numéros divers (Londres, 2008); données provenant du Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants et obtenues sur le site www.cisstat.com, le 3 février 2009; et estimations et prévisions de la CESAP.

III. POLITIQUES RÉGIONALES ADOPTÉES POUR FAIRE FACE À LA CRISE ET LEURS LACUNES

A. La politique monétaire et ses limites

11. Dès le déclenchement de la crise, la plupart des économies de l'Asie et du Pacifique ont recouru à la politique monétaire comme première ligne de défense contre le ralentissement économique. Toutefois, la méthode classique de réduction agressive des taux d'intérêt pour injecter des liquidités dans le système financier a trouvé ses limites dans certaines économies. Les pressions déflationnistes combinées à des taux de croissance négatifs et des taux d'intérêt proches de zéro ont réduit l'efficacité des mesures à caractère monétaire, en particulier dans les pays développés. Il faudra peut-être envisager et appliquer des mesures non conventionnelles et encore non testées dans les économies en développement au cas où la crise s'aggraverait et où les taux d'inflation tomberaient au-dessous de zéro dans la région. On prévoit par exemple que le taux d'inflation de la Thaïlande en 2009 sera de 0 %.

B. Politique budgétaire : une politique essentielle pour faire face à la crise

12. Comment les pays de l'Asie du Pacifique utiliseront-ils l'outil budgétaire en 2009 ? Telle est la grande question que l'on se pose dans la région. Ces pays ont adopté des programmes de stimulation budgétaire très divers. Ces programmes ont mis en évidence diverses approches selon les niveaux de développement et les priorités nationales : la Chine et l'Inde par exemple ont privilégié les dépenses infrastructurelles avec création d'emplois pour soutenir la demande intérieure. Au Japon on a préféré soutenir les petites et moyennes entreprises et la consommation privée tandis qu'en République de Corée c'est une « Nouvelle donne verte » (Green New Deal) qui l'a emporté. L'*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2009* apporte des précisions sur les principales caractéristiques des mesures de stimulation fiscale annoncées dans la région.¹ L'ampleur de ces mesures a également été très variée selon le montant des déficits budgétaires des différents pays. La plupart des pays disposeront d'une marge de manœuvre non négligeable pour appliquer des politiques expansionnistes grâce à une situation budgétaire relativement solide et, leur inflation étant contenue, pour assouplir leur politique monétaire bien que tous les pays n'aient pas cette souplesse. Si la Chine a approuvé le plan de relance le plus important de la région, représentant 13 % du PIB, soit le deuxième en termes absolus après celui des États-Unis, certaines autres grandes économies, comme l'Inde, accusent des déficits budgétaires considérables (celui de l'Inde devrait s'accroître de 6 % en 2008). La situation budgétaire d'autres économies de l'Asie du Sud, qui subissent des pressions inflationnistes, est également difficile tandis que les pays développés de la région font face à une récession structurelle à long terme, à des pressions déflationnistes et à des déficits budgétaires. Ainsi, la dette publique du Japon représente actuellement 170 % du PIB et devrait continuer d'augmenter.

13. Ce que l'on craint surtout dans la région c'est que les programmes de stimulation budgétaire fassent l'impasse sur la protection sociale. Les premiers ont surtout consisté à créer des emplois et à stimuler la consommation mais à négliger la protection des chômeurs. Les programmes de protection sociale de base ne couvrent encore qu'une petite partie de la population des pays à la région. On estime que seuls 20 % de la population de ces pays ont accès à une assistance médicale, 30 % des personnes âgées perçoivent une retraite et seuls 20 % des chômeurs et des personnes sous-employées ont accès à des programmes du marché du travail. Les programmes de protection sociale ayant les effets anticycliques les plus immédiats et les plus systématiques, le recours à des mesures budgétaires pour assurer une protection sociale minimale pourrait contribuer à stimuler la consommation, à stabiliser les conditions macroéconomiques et, en venant en aide aux segments les plus vulnérables de la population, à consolider le tissu social.

C. Renforcement de la coopération aux niveaux régional et mondial : derniers développements

14. Tandis que l'attention se détourne des mesures anticrise immédiates pour se concentrer sur les moyens de résister aux futures crises, la réforme de l'architecture financière mondiale fait l'objet d'intenses discussions. Les dirigeants du Groupe des Vingt (G-20) qui se sont réunis le 2 avril pour le Sommet de Londres se sont notamment mis d'accord pour augmenter les ressources du FMI notamment par une allocation générale de droits de tirage spéciaux (DTS) qui injectera 250 milliards de dollars dans l'économie mondiale, et pour soutenir un accroissement des prêts octroyés par les banques multilatérales de développement d'au moins 100 milliards de dollars. En outre, ils sont également convenus de créer un Conseil de stabilité financière qui élargirait la composition de l'ancien Forum de stabilité financière en y incluant, entre autres, les pays du G-20. Les dirigeants du Groupe ont ainsi donné

¹ Publication des Nations Unies, n° de vente E.09.II.F.11); p. 100, 111, 119, 132, 142 et 148.

une impulsion politique grâce à laquelle ces questions continueront de figurer en bonne place à l'ordre du jour de la communauté internationale pendant quelque temps encore.² Même si chaque pays peut prendre un certain nombre de mesures en toute indépendance, il est très peu probable qu'aucun d'entre eux puisse se sortir tout seul de cette crise.

15. Au niveau régional également, les mesures monétaires et budgétaires coordonnées ont plus de crédibilité et contribuent à étayer la confiance tout en renforçant leurs effets multiplicateurs aux niveaux régional et mondial. Les mesures suscitées par la crise pour gérer la fragilité financière dans la région de l'Asie et du Pacifique devraient avoir un caractère essentiellement régional ce qui n'exclut pas une participation active des pays de la région dans la conception d'une architecture financière multilatérale évolutive. En outre, une action coordonnée permettra aux pays de prendre des mesures pour se mettre à l'abri des défaillances réglementaires et macroéconomiques dans les pays ayant une grande importance systémique, comme l'a recommandé en janvier 2009 la Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international établie par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies.³ L'instauration d'arrangements régionaux plus coordonnés et durables favoriserait la coordination des taux de change, et étroitement lié à cela, permettrait de trouver le moyen de surmonter la vulnérabilité des pays aux sorties de capitaux à court terme.

16. L'accord conclu entre les Ministres des finances des pays de l'ASEAN+3, conclu à Phuket (Thaïlande) le 22 février 2009, accord préparatoire au quatorzième Sommet de l'ASEAN qui prévoit la mise en place accélérée d'une réserve multilatérale de devises étrangères est un premier pas important sur la voie de la coopération financière régionale. Il ouvre la voie à la conversion du fonds bilatéral existant de 80 milliards de dollars en une réserve multilatérale de 120 milliards de dollars, 80 % des fonds supplémentaires étant fournis par les pays +3 tandis que le reste proviendrait principalement des économies les plus développées de l'ASEAN. Toutefois, de nombreuses questions continuent de se poser.

17. Cette facilité doit évoluer encore avant de pouvoir jouer le rôle d'un système d'assurance régional quant à sa couverture géographique, au volume des ressources mises à sa disposition et à ses liens institutionnels. Un grand nombre des pays ayant le plus besoin d'une telle assistance se trouvent en dehors de la région que couvre l'ASEAN+3. Il faudrait élargir cette réserve afin que les pays puissent éventuellement y recourir non seulement pour soutenir leur balance des paiements mais également pour résoudre des problèmes de liquidités et de solvabilité. En outre, en cas de contagion, la taille compte car si un grand nombre de pays demandaient une assistance, la réserve risquerait de se trouver en difficulté, ce qui conduirait à s'interroger sur sa raison d'être et pourrait avoir des conséquences catastrophiques. La Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, établie par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies a souligné l'importance de l'élargissement d'arrangements tels que la facilité de réserve de change de l'ASEAN+3.

² Voir Washington Declaration of the Summit on Financial Markets and the World Economy, 15 novembre 2008 (consultable sur www.londonsummit.gov.uk/en/summit-aims/washington-follow-up/washington-declaration1); et The Global Plan for Recovery and Reform, communiqué du Sommet de Londres (2 avril 2009) (consultable sur www.londonsummit.gov.uk/resources/en/PDF/final-communicue).

³ Les recommandations peuvent être consultées sur le site www.un.org/ga/president/63/commission/firstmeeting.pdf.

18. La réduction des échanges a été exacerbée par l'absence de crédit commercial. La région de l'Asie et du Pacifique, très dépendante des échanges commerciaux, est la seule au monde à ne s'être pas dotée d'une institution régionale spécialisée dans l'octroi de crédits à l'exportation et chargée de garantir ces crédits. Il faudrait accélérer le processus d'analyse et de dialogue en vue de créer une telle institution. L'annonce faite par le Gouvernement japonais de créer un fonds d'un milliard de dollars par l'intermédiaire de la Japan Bank for International Cooperation est un pas important dans la bonne direction. Quant à la déclaration faite au Sommet de Londres selon laquelle les pays du G-20 fourniraient une somme de 250 milliards de dollars au cours des deux prochaines années pour soutenir le financement du commerce, elle souligne l'importance qu'ils attachent à une redynamisation des échanges mondiaux et à l'investissement pour restaurer la croissance économique.

D. Rôle de la CESAP

19. Le secrétariat de la CESAP est monté en première ligne pour analyser les répercussions de la crise financière et économique mondiale sur la région de l'Asie et du Pacifique. Pour contribuer au processus régional de recherche de solutions appropriées et aider les économies régionales à améliorer les systèmes de surveillance, il est en train de renforcer son activité d'analyse ainsi qu'en témoigne la version 2009 récemment publiée de l'*Economic and Social Survey for Asia and the Pacific* laquelle contient un développement plus détaillé consacré à ces questions.

20. Les dirigeants qui se sont retrouvés au Sommet du G-20 à Londres ont confié à l'ONU la tâche de mettre en place un mécanisme permettant d'observer l'impact de la crise sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Le secrétariat, avec les secrétariats des autres commissions régionales, fera partie intégrante de ce dispositif de surveillance au sein du système des Nations Unies.

21. Par ailleurs, la Secrétaire exécutive, coordinatrice actuelle des commissions régionales, a souligné à plusieurs reprises que la solution de la crise passait par une action régionale comme l'ont démontré plusieurs initiatives prises à ce niveau pour y faire face. Elle a donc préconisé que le secrétariat joue un rôle central avec les secrétariats des autres commissions régionales dans la conception et la mise en œuvre d'actions opérationnelles du système des Nations Unies pour aider les pays dans les différentes régions, notamment en leur proposant un « deuxième avis » quant aux mesures à prendre pour remédier à la crise.

22. À cet égard, le secrétariat coordonne, avec les secrétariats des autres commissions régionales, le processus préparatoire de la Conférence de haut niveau sur la crise économique et financière mondiale et son impact sur le développement qui doit se tenir à New York du 1er au 3 juin 2009.

23. Pour aider les pays et la communauté mondiale à faire face à la crise, accélérer la reprise et instaurer une mondialisation juste et ouverte favorisant un développement économique, social et environnemental durable pour tous, 9 initiatives conjointes du système des Nations unies ont été convenues. Le secrétariat a été invité, dans le cadre de son mandat, à participer activement aux quatre initiatives ci-après :

a) Une protection sociale minimale : garantir un accès aux services sociaux de base et au logement, et autonomiser et protéger les pauvres et les personnes vulnérables;

b) Impact mondial pour l'emploi : stimuler l'emploi, la production, l'investissement et la demande globale et promouvoir un emploi décent pour tous ;

c) Une initiative pour une économie verte : promouvoir les investissements à long terme, la durabilité de l'environnement et encourager l'adoption dans le monde entier de pratiques sans risque du point de vue du climat ;

d) Surveillance et analyse : renforcer la surveillance macro-économique et financière et mettre en place un système efficace d'alerte rapide pour l'économie ; et créer d'urgence au niveau du système des Nations Unies un dispositif d'alerte et de surveillance de la précarité pour suivre l'évolution de la situation et rendre compte des dimensions économique, sociale et environnementale de la crise.

24. Compte tenu de ce qui précède, le secrétariat offrira un espace pour examiner les modalités d'actions possibles et établir un consensus sur la coordination des politiques régionales pour que la région passe de la phase d'adaptation à la crise à celle de la résistance à la crise.

25. Les membres et membres associés de la Commission voudront bien donner leur avis au secrétariat sur son programme de travail et faire des recommandations concernant les activités futures du secrétariat.

- - - - -